



CATTENOM

Ad vitam aeternam

Richard Graf

La sortie partielle du nucléaire prévue par François Hollande est compromise. La fermeture de Cattenom, dans les délais, aussi.

A en croire Guy Catix, actuel directeur de la centrale nucléaire de Cattenom, les quatre réacteurs EDF placés en bordure de la Moselle sont prêts à entamer une « deuxième » vie après les quarante années de service initialement prévues. S'il est normal que le chef d'une entreprise qui compte actuellement quelque 1.332 salariés - et ceci dans une région largement atteinte par le déclin de la sidérurgie - défende bec et ongles son outil de production, il ne faut pas perdre de vue que les affirmations avancées ce mardi lors d'une conférence de presse s'inscrivent dans un débat politique français qui va bien plus loin que les seules questions techniques et financières.

En effet, le président François Hollande avait annoncé son intention de réduire d'ici 2025 la part du nucléaire dans la production d'électricité française à 50 pour cent, au lieu des 80 pour cent actuellement. Cet « effort » de sortie du nucléaire devait être réalisé par l'arrêt pur et simple des centrales qui arrivent en fin de vie, initialement fixée à 40 ans.

La décision du gouvernement avait été prise dans un contexte de changement politique et suite à la publication, en janvier 2012, d'un rapport de la Cour des comptes française sur les véritables coûts du nucléaire. Bien que contesté à l'époque par les anti-nucléaires comme trop optimiste, ce rapport mettait toutefois un terme au mythe du « nucléaire bon marché ». La cour arrivait à un coût de 54 euros par MWh - alors que le prix de vente se situe actuellement autour de 42 euros en moyenne. La différence est due notamment aux coûts de stockage/traitement des déchets et au démantèlement des centrales définitivement arrêtées, qui jusque-là n'étaient pas pris en compte dans le calcul du coût du nucléaire.

Les chiffres avancés sont évidemment discutables, car à l'heure actuelle seule des parties de centrales ont été démantelées. Aucun site d'une ancienne centrale n'a été entièrement décontaminé et rendu à l'état initial « à

la nature ». Les coûts inscrits dans le rapport de la Cour des comptes ne sont donc que des hypothèses et les « surprises » que rencontrent les opérateurs chargés du démantèlement ont plutôt tendance à faire augmenter les frais.

Dans ce débat, EDF a pris la fuite en avant en lançant le programme « Grand Carénage » qui devrait permettre de moderniser même les centrales les plus vétustes pour leur donner une deuxième vie. Si le démantèlement devient plus cher que prévu, on peut en limiter l'impact relatif en prolongeant la durée de vie des centrales.

La facture devrait donc s'élever à plus de quatre fois le montant prévu par EDF

EDF prévoit 55 milliards d'euros pour la modernisation et la sécurisation des vieilles centrales, qui pourraient alors, toujours selon l'électricien, tenir 60 ans. Selon Wise-Paris, qui vient de finaliser une étude commanditée par Greenpeace, les chiffres concernant la modernisation des réacteurs s'avèrent là encore beaucoup trop optimistes. Ce rapport évalue à 4,5 milliards d'euros les coûts moyens de modernisation par réacteur si l'on tient compte de tous les enseignements en matière de sécurité, surtout depuis la catastrophe de Fukushima. Avec 58 réacteurs à moderniser, la facture devrait donc s'élever à plus de quatre fois le montant prévu par EDF.

La « loi de programmation sur la transition énergétique », qui devrait permettre au gouvernement français d'établir la base légale pour entamer son retrait - très partiel - du nucléaire, a pris bien du retard, et des chiffres trop optimistes en ce qui concerne une éventuelle sécurisation pourraient donner des arguments aux lobbyistes d'EDF pour renoncer définitivement à sortir du nucléaire. Un scénario à craindre après les élections communales du mois prochain, qui s'annoncent comme une véritable bérézina pour le Parti socialiste et accessoirement pour ses alliés, dont les Verts.

NEWS

NEWS

Mobilität: Fahrrad und Tram in Bedrängnis **S. 3**

Liberalisierung: Ein Monster **S. 4**

REGARDS

Wege aus der Wachstumsfalle:

Veränderung ist machbar **S. 6**

Kulturdirekt: Le woxx dévoile le Bommeleeër **p. 9**

Werteunterricht: Der lange Schatten

der Wahlfreiheit **S. 10**

Politique culturelle:

« Avancer le plus vite possible » **p. 12**

Festival Discovery Zone: Tour du monde

cinématographique **p. 14**

Venezuela: Verblässender Mythos **S. 16**